



La protection de la force en contre-insurrection: un impératif stratégique peut-il mener à une impasse opérationnelle ?

cahier de la pensée mili-Terre

le Capitaine Blaise SEGUIN

publié le 19/06/2018

Engagement opérationnel

Pour les armées occidentales engagées en contre-insurrection, le concept de protection de la force doit s'appuyer sur un processus d'actions globales et dynamiques afin d'assurer le nécessaire, mais fragile équilibre entre impératif de protection et préservation de la liberté d'action.

À Beyrouth, en octobre 1983, l'attentat contre le cantonnement français d'une compagnie du 1^{er} RCP[1] provoque l'effondrement de l'immeuble Drakkar et la mort de 58 parachutistes. Frappant les militaires pendant leur repos, cette attaque d'un camion piégé traumatise l'armée française et l'opinion publique. Ces victimes ne sont pas réellement des pertes au combat, en l'absence de réels combats.

Cette attaque contre des forces de l'ONU et le nombre de tués, inégalé depuis, eurent des conséquences stratégiques. En mars 1984, le gouvernement français décida le retrait des forces françaises au Liban. De plus, cet épisode tragique démontra l'importance de la protection d'une force déployée en opération et l'impact psychologique des attaques indirectes.

Le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008 souligne le contexte actuel: «Rapproché du durcissement des conflits, le critère du nombre nécessite de poursuivre l'effort sur **la protection et la capacité offensive des forces françaises afin qu'elles conservent leur liberté d'action**».

La protection de la force est définie dans le Concept interarmées de protection de force (PIA-03.102), inspiré par la doctrine OTAN (AJP-3.14)[2]: «La protection recouvre l'ensemble des voies et moyens, hors action de combat, pour minimiser la vulnérabilité du personnel, des installations, du matériel, des opérations et de l'image d'une force engagée dans la gestion d'une crise, face à tous les dangers et en toutes

circonstances». Ainsi, les opérations de combat sont exclues: les unités de combat engagées assurent alors elles-mêmes leur sûreté.

Cette définition soulève néanmoins l'écueil du souci excessif de sécurité. Certes, la préservation de la liberté d'action et la capacité opérationnelle de la force imposent de prendre des mesures. Or ces mesures consomment des ressources qui manqueront au chef pour les actions de combat.

Il s'agit donc d'assurer la protection de la force sans contraindre de manière durable et excessive la liberté de manœuvre du chef, ni faire de la protection une fin en soi. Ce qui reviendrait à privilégier définitivement la «cuirasse au boulet» et à mesurer la réussite d'une opération au faible volume des pertes (héritage du concept «zéro mort»), plutôt qu'à la réalisation d'opérations sur le terrain et contre l'adversaire. Quel prix peut-on consacrer à protéger une force en opération? Comment évaluer un seuil acceptable? Protection et actions de combat sont-elles antinomiques?

Le propos se concentrera sur les opérations récentes menées par les armées occidentales, les plus touchées par ce phénomène de préservation de la ressource du fait d'un outil militaire compté et exposé. De plus, la phase de stabilisation en contre-insurrection demeure au cœur du sujet, caractérisée pour les insurgés par une stratégie d'évitement des combats directs.

Processus globaux et dynamiques

Pour les armées occidentales engagées en contre-insurrection, la protection de la force doit s'appuyer sur un processus d'actions globales et dynamiques afin d'assurer le subtil équilibre entre impératif de protection et préservation de la liberté d'action

- La protection de la force: contexte doctrinal et historique.

La protection de la force n'est pas un phénomène nouveau. Au II^{ème} siècle avant J.C, le stratège chinois Sun-Tzu privilégie dans «L'art de la guerre» la tromperie pour mener à la victoire. «En tuer un pour effrayer un millier» demeure valable, comme le montrent les réactions à la mort du consul américain de Benghazi au mois d'octobre 2012. Les Grecs, sortant du mythique cheval de Troie, massacrent des soldats affaiblis par «les vapeurs du vin et la paix du sommeil». Dans la Rome antique, la construction d'un camp fortifié ou castrum permet de protéger les légions romaines derrière des fortifications.

Néanmoins, si la protection de la force est demeurée une préoccupation permanente, la «bataille», affrontement entre armées ennemies sur un «champ de bataille», a dominé les campagnes militaires jusqu'au concept de guerre totale lors des deux guerres

mondiales. La généralisation de la guérilla au XX^{ème} siècle remet en lumière le mode d'action indirect. Les insurgés des guerres de décolonisation attaquent les soldats en dehors des actions de combat. Ainsi, l'attaque du PC divisionnaire français par le Vietminh le 3 décembre 1953 à Thai Binh fut une leçon qui coûta cher aux Français: vingt tués et cinquante blessés.

L'armée de Terre a souligné un enjeu majeur de la protection dans son document de doctrine FT 01 Gagner la bataille, conduire la paix: «L'action au sein des populations et l'absence de ligne de front multiplient les formes d'agression et font évoluer le concept même de protection qui concerne désormais l'ensemble de la force».

Dans la doctrine OTAN, une nouvelle fonction est apparue à chaque échelon tactique: le Force Protection Officer (FPO). Cette fonction transverse doit maintenant s'imposer dans la chaîne de commandement. Ainsi dans l'état-major du CRR-FR[3], le FPO est rattaché à la chaîne opérationnelle, et plus particulièrement au centre des opérations (Joint Operations Center). Il participe ainsi aux travaux de planification et est un acteur indispensable pour de nombreux groupes de travail.

- La protection de la force, talon d'Achille des armées occidentales

«Protéger une force est non seulement un impératif humain, mais aussi une nécessité stratégique» indique le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008.

Le combat asymétrique mené par les insurgés utilise les possibilités d'un combat technologique du «faible au fort». Le refus d'un combat direct, perdu d'avance, laisse place à un combat sur les arrières. Les insurgés exploitent leur supériorité dans la maîtrise du milieu (terrain et population), favorisée par l'imbrication avec la population, l'absence de distinction entre combattants et non combattants. «Comme un poisson dans l'eau» (Mao Tze Toung), les insurgés attaquent les maillons faibles de la force déployée: les forces stationnées dans un camp, les mouvements logistiques, les formateurs occidentaux, les unités ACM ou CIMIC[4] d'aide à la population, les patrouilles au milieu de la population, les forces de sécurité locales... Ils exploitent le caractère lacunaire d'un combat d'insurrection, sans véritables lignes de front. En 1997, le Général Krulak (Corps des Marines) décrivait les opérations modernes comme des «three block war»: simultanément, la force combat dans un quartier, distribue de l'aide humanitaire dans un autre et mène des missions de police dans un troisième. Le tout évoluant sans cesse.

De plus, l'insurgé utilise le panel des vulnérabilités adverses et de ses moyens pour frapper la force et générer ainsi chaos et désordre. Le spectre des menaces n'a pas de limites: attentats (véhicules ou hommes-suicide), bombardements sur les camps ou lors de missions d'aide à la population, ciblage sur des personnalités locales influentes, sabotage de moyens militaires, piégeage d'habitations ou de cadavres, manifestations avec enfants et hommes armés, soldats déguisés en soldats locaux («green on blue»),

attaque de convois logistiques, pose d'IED[5] sur les routes... Les insurgés s'adaptent en permanence aux dispositifs de protection afin de les contourner. Ainsi, l'utilisation de brouilleurs électromagnétiques pousse les insurgés à privilégier les IED déclenchés par moyens électriques. Leur objectif est le maintien d'un climat d'insécurité parmi la force et la population, propice au stress, aux erreurs d'appréciation et, in fine, à l'escalade de la violence. En 2004, l'armée américaine engagée en Irak subit 400 attaques-suicide, davantage que le nombre d'attaques directes. Ce climat de peur peut aboutir à des massacres, comme celui de 347 civils dans un village au Vietnam par une unité américaine en 1968 (My Lai).

L'engagement des armées occidentales en contre-insurrection est marqué par une sensibilité accrue aux pertes (blessés et tués), liée au format réduit des armées et au contexte des engagements. Les armées professionnelles possèdent des ressources humaines et matérielles limitées. La phase de stabilisation des conflits monopolise pendant plusieurs années des troupes (à relever régulièrement), des matériels chers et comptés. L'opinion publique et les médias expriment régulièrement leur impression d'enlèvement.

De plus, les insurgés connaissent les réactions face aux attaques hors des combats, et utilisent l'impact médiatique pour gagner la bataille de l'information. Les opinions publiques des pays occidentaux, la raison cédant le pas à l'émotion, influencent les perceptions des gouvernants et remettent en cause l'engagement de la force après chaque tragédie. À Mogadiscio en 1993, l'émotion suscitée par la mort de dix-neuf soldats américains et les images des cadavres des soldats traînés dans la rue entraîna le retrait des troupes américaines de Somalie.

L'offensive du Têt des forces Viêt-Cong contre les forces américaines au Vietnam en février 1968 est emblématique. Défaite tactique, elle fut une victoire stratégique: elle retourne l'opinion publique américaine, choquée par l'ampleur de la puissance de l'insurrection Viêt-Cong après quatre ans de conflit.

Les soldats sont les bénéficiaires de la revendication accrue de la population pour la sécurité. Dans un combat de contre-insurrection d'une force qui cherche à gagner «les cœurs et les esprits», la protection de cette force devient un impératif stratégique. Cette tendance légitime entraîne des contraintes financières parfois lourdes et pèse sur les décisions et les risques à consentir dans les domaines organiques comme opérationnels.

- La «bunkerisation» ou le danger de l'inaction

«En première approche, un repli sur soi-même pourrait sembler être le meilleur moyen de garantir sa protection»[6].

Voulant préserver la force à tout prix, la tentation est vive de s'enfermer dans des camps retranchés et perdre toute capacité opérationnelle vis-à-vis de la population, enjeu majeur des opérations de contre-insurrection.

Face aux harcèlements des insurgés, la force réagit en première approche par une manœuvre défensive de protection. Les camps militaires sont «physiquement» renforcés: amélioration de la résistance des enceintes et des points d'entrée, restrictions d'accès des camps, contrôle des civils plus étroit. Ensuite, les missions parmi la population sont restreintes, le volume des patrouilles augmente, les convois logistiques sont renforcés. À moyen terme, un niveau d'alerte supérieur est imposé: port permanent de gilets pare-balle, retour des véhicules blindés, zones interdites, tirs de semonce autorisés, agressivité lors des convois. À long terme, les équipements et matériels de protection sont privilégiés: véhicules sur-blindés, brouilleurs, armement télé-opéré... Les industriels le savent: la devise de l'industriel RTD[7] est: «vehicles offer the best protected land force mobility»[8].

Ce surcroît de protection influence la conception des ordres et les modes d'action. Ainsi, les effectifs et matériels dédiés à la protection des convois, des camps ou des autorités restreignent la ressource disponible pour les opérations tactiques. Le stress et la pression induits par ces mesures créent une distance entre les autorités locales et les troupes alliées, plus méfiantes. Une force qui «se cache», évitant les villes et progressant de nuit, ne débarquant plus de ses véhicules, se «recroquevillant» dans ses camps et derrière le blindage des véhicules, délivre un message anxigène aux populations qu'elle doit protéger ou aux autorités qu'elle doit soutenir. Au lieu de vivre au milieu des Irakiens, les unités américaines se sont installés en 2003 en dehors des villes, dans des bases d'opérations avancées (FOB: Forward Operating Bases). Un effort y est fait pour apporter des conditions de vie agréables. Par contraste, cet effort rend plus choquantes les conditions de vie des habitants.

La protection risque de devenir alors un véritable frein à la liberté d'action dans l'emploi de la force. La capacité de réaction et d'initiative est sacrifiée. Le volume de force consacré à la protection devient prédominant. La capacité de réaction est restreinte par la lourdeur des procédures et des contraintes sécuritaires. Les besoins de la population et les opérations conjointes avec les forces locales sont délaissés. Craignant de subir des pertes, la force laisse progressivement le terrain aux insurgés: l'insurrection s'étend. Le retrait du poste de Cao-Bang en 1950 en Indochine ne pouvait se faire dans de bonnes conditions car la route RC 4 reliant les postes, surnommée la «route du sang», n'était pas sécurisée.

Ainsi, en réaction face aux attaques hors des combats, la tentation est de s'enfermer dans une sorte de «panic-room»[9] en abandonnant le terrain et la population aux insurgés. La force perd alors la perception de l'environnement. Cette «bunkerisation» s'inscrit donc dans un mouvement de repli sur soi: le bunker, lieu de protection maximale, est également celui à partir duquel on n'a qu'une vision parcellaire au travers de meurtrières. Un IED a tué six casques bleus espagnols le 24 juin 2007 au Liban lors d'une patrouille sur un axe. Le Hezbollah préfère que l'ONU ne cherche pas à contrôler le terrain.

Protéger la force à tout prix n'est pas une fin en soi. Il s'agit de faire la synthèse entre le souhaitable et le possible pour mettre en œuvre une protection adaptée à la mission.

- La protection efficace, juste équilibre entre impératif et liberté d'action

«L'instrument premier du combat de contre-guérilla est le fantassin, dont il faut faire à la fois un agent de renseignement, un agent d'influence auprès de la population et un servant d'armes»[10].

Afin d'assurer les conditions optimales permettant de réaliser la mission, il s'agit de concevoir puis mettre en œuvre un système de protection adaptable, proportionnel et réversible.

La protection doit d'abord se concevoir comme une démarche itérative qui s'adapte à la menace dans un cycle d'analyse simplifié. Les études sur l'environnement en amont permettent d'appréhender et d'évaluer la menace: modes d'action, probabilité d'occurrence, alliés et neutres, objectifs des insurgés... Une cellule devra suivre et mettre à jour cette menace. Des indicateurs et outils statistiques pourront permettre d'appréhender les évolutions prévisibles.

Ensuite, les actions proposées au commandement devront agir face à la menace sur tout le spectre de la protection. Le renforcement des équipements, matériels et véhicules utilisés en constitue le volet technique. La formation doit répondre aux modes d'actions ennemis avant, mais également pendant la mission. De plus, les mesures actives ne doivent pas être négligées. Il s'agit de contrôler le milieu afin de prévenir le risque d'attaque par la recherche du renseignement élargi et des actions ciblées sur les insurgés les plus dangereux; tout en affirmant ostensiblement sa force.

Enfin, une gestion du risque respectant le principe de «juste suffisance» doit réaliser un compromis satisfaisant. Elle est formalisée par des ordres du chef tactique éclairé par une étude de son état-major sur son environnement actualisé. En effet, la protection complète et garantie étant une chimère, elle doit être constamment adaptée en fonction des facteurs d'environnement: période de l'année, villages traversés, type de terrain, population, cultures, forces locales. Le nombre et le type de missions et les moyens alloués doivent évoluer en fonction de la situation sécuritaire. La réversibilité entre différents niveaux de protection est obligatoire et nécessite maîtrise des savoir-faire, rapidité d'exécution et visibilité.

Conclusion

En réponse à une situation insurrectionnelle et dans le respect du droit international, le décideur politique peut être amené à déployer une force pour atteindre un objectif sur le théâtre d'opération. Compte tenu du contexte actuel (opinion publique et outil militaire), la protection demeurera un impératif stratégique majeur. Cependant, l'envoi d'un contingent expose les soldats pendant et en dehors des combats. Les moyens doivent être suffisants pour la mission.

Les chefs militaires doivent assurer la protection de la force sans obérer la capacité à remplir la mission. Ils s'appuient sur une analyse environnementale pour conserver la capacité à remplir les missions de contrôle du milieu et «gagner» la population. La protection, pour être efficace, doit rester adaptée, globale, active et réversible, seules conditions pour assurer le délicat équilibre entre une protection impérative et une liberté d'action sanctuarisée.

Cependant, la meilleure protection en contre-insurrection est assurée par le nombre de soldats engagés, la qualité ne compensant pas entièrement la quantité. Le ratio conseillé pour le contrôle du milieu dans le FT 02 Tactique générale est d'un soldat pour 20 habitants. En 2011 en Afghanistan, le ratio était d'un soldat de la coalition pour 227 habitants (132.000 soldats pour 30 millions d'habitants). Le volume des «forces amies» engagées reste incontestablement un facteur décisif pour assurer la protection de la force.

Appartenant à la promotion «Bicentenaire de Saint-Cyr» (1999-2002), le Capitaine Blaise SEGUIN est affecté au 31^{ème} régiment du génie en 2003 comme chef de section, officier adjoint puis commandant d'unité en compagnie de combat. Durant cette période, il est projeté en mission en Côte d'Ivoire en 2004, en Afghanistan en 2008, au Liban en 2009 puis à la Réunion en 2010. Il est ensuite affecté à la SIMMT à Versailles comme officier pilote du soutien des programmes d'armement des blindés du génie

[1] Régiment de chasseurs parachutistes

[2] Allied joint doctrine for force protection

[3] Corps de réaction rapide-France

[4] ACM: action civilo militaire (FR) ou CIMIC: Civil Military Cooperation (GB)

[5] IED: Improvised Explosive Device (GB) ou EEI: engin explosif improvisé (FR)

[6] Concept interarmées de protection de la force (PIA-03.102)

[7] Renault Trucks Defense.

[8] les véhicules offrent la meilleure force mobile terrestre protégée.

[9] pièce d'une habitation destinée à servir de refuge en cas d'agression.

[10] Colonel Goya, dans «Irak: Les armées du chaos»

Titre : le Capitaine Blaise SEGUIN
Auteur(s) : le Capitaine Blaise SEGUIN
Date de parution 23/05/2018
